

Napoléon III



(1808-1873)

Plan :

- Naissance -
- Circonstances -
- Baptême -
- Rumeurs sur la naissance adultérine de Napoléon III

Famille - PATERNELLE - Père :

- Grand-Père
- Grand-Mère
- Arrière-grand-père

- MATERNELLE - Mère :

- Grand-mère
- Grand-père
- Oncle
- Demi-frère

- Mariage -

- Enfants -

- Le personnage - Aspect physique

1) Un jeunesse en exil (1814-1832)

2) Le prétendant

a) Les origines de ses prétentions bonapartistes

b) Le complot de Strasbourg (31 octobre 1836)

c) Le complot de Boulogne-sur-Mer (6 août 1840)

3) L' élu du peuple (1848-1851)

a) Le retour en France (1848)

b) Élections à la présidence de la République des 10 et 11 décembre 1848.

Le Président de la République

4) La restauration de l'Empire - 1852 -

5) Un César autoritaire (1853-1860)

a) la prospérité

b) La question italienne

6) Vers l'Empire libéral (1860-1868)

La guerre du Mexique (1862-1867)

7) Sedan (1870)

8) Après la chute de l'Empire (1870-1873)

a) Exil

b) Funérailles

" La France a compris que je n'étais sorti de la légalité que pour rentrer dans le droit."

(Le plébiscite approuvant le coup d'Etat du 2 décembre 1851

- Charles Louis Napoléon Bonaparte

- Naissance -

Le mercredi 20 avril 1808, à une heure du matin, dans l'hôtel particulier de sa mère, 8 rue Cerutti Paris (aujourd'hui, 17 rue Laffitte).

- Circonstances -

Il est né avant terme (19 jours, s'il a été conçu à Toulouse le 12 Août 1807). D'après sa mère, un trajet en voiture et l'émotion éprouvée à un spectacle de sauts périlleux en seraient la cause. L'accouchement a été difficile. L'enfant est petit et si faible qu'il faut lui donner des bains de vin et l'envelopper dans du coton.

- Baptême -

Il a lieu le 5 novembre 1810, deux ans plus tard, en raison des expéditions militaires de l'empereur Napoléon Ier hors de France. La cérémonie se déroule dans la chapelle du Palais de Fontainebleau où officie le cardinal Joseph Fesch (1763-1839), oncle de l'Empereur, grand aumônier de l'Empire et sénateur. La nouvelle impératrice, Marie Louise de Habsbourg, qui a épousé l'Empereur dans la nuit du 1er avril, est marraine.

- Rumeurs sur la naissance adultérine de Napoléon III

Le roi de Hollande, Louis Bonaparte, d'une jalousie malade, a déclaré lui-même que le prince Louis-Napoléon n'était pas de lui. Il a rompu avec sa femme,

Hortense de Beauharnais, après la naissance de Louis-Napoléon, en 1808. Il est certain qu'Hortense et le roi Louis formaient un couple désuni.

L'Empereur Napoléon Ier a passé pour être le père du 1er fils d'Hortense (Napoléon-Charles, 1803-1807) ; c'est pour cette raison que Louis a refusé en 1804 que Napoléon-Charles soit adopté par l'Empereur. Hortense n'a pas admis la naissance adultérine de Louis-Napoléon, alors qu'elle a avoué celle du futur duc de Morny, fils du comte de Flahaut. Selon d'autres sources, Napoléon III ressemblait beaucoup au roi Louis ainsi qu'au comte de Castelvechio, fils naturel du roi Louis.

Famille - PATERNELLE - Père :

Louis Bonaparte (1778-1846), roi de Hollande de 1806 à 1810, troisième frère de Napoléon Ier

Grand-Père :

Charles Marie Bonaparte (1746-1785), d'ancienne noblesse florentine, fixée en Corse en 1567.

Grand-Mère :

Marie Letizia Ramolino (1750-1836), titrée Madame Mère en 1805.

Arrière-grand-père :

Joseph Bonaparte (1713-1763), membre du Conseil des anciens d'Ajaccio.

- MATERNELLE - Mère :

Hortense Eugénie de Beauharnais (1783-1837), fille de l'impératrice Joséphine ; reine de Hollande (1806-1810), puis comtesse de Saint-Leu ; titrée duchesse de Saint-Leu par Louis XVIII en 1814. Sa naissance provoqua la séparation de ses parents. Alexandre de Beauharnais ne voulant pas reconnaître un enfant dont la conception s'était produite en son absence. Adoptée par l'Empereur Napoléon Ier en 1806.

Grand-mère :

Joséphine Tascher de la Pagerie (1763-1814), née aux Trois-Îlets (Martinique), dans une famille d'ancienne noblesse, originaire de Véry-le-Rayé

dans le Blésois (Loir-et-Cher), veuve du vicomte de Beauharnais qu'elle avait épousé en 1778, et dont elle eut Hortense et Eugène. Elle obtient pour Bonaparte, de Barras, son amant, le poste de général en chef de l'Armée d'Italie. Mariage civil le 9 mars 1796 ; religieux le 2 décembre 1804, tous deux annulés en 1810. Impératrice des Français en 1804, elle garde le titre après le divorce, de 1810 à 1814. Sans descendance de Napoléon.

Grand-père :

Alexandre, vicomte de Beauharnais (né à Fort-Royal-de-la-Martinique le 28 mars 1760, guillotiné à Paris le 23 juillet 1794). De noblesse de robe récente, d'origine orléanaise. Député de la noblesse aux Etats -Généraux. Général, commandant en chef de l'armée du Rhin (30 mai 1793), démissionnaire le 18 août 1793 à cause de l'expulsion des nobles de tout emploi militaire. Condamné à mort le 23 juillet 1794, et guillotiné le jour même.

Oncle :

Eugène de Beauharnais (1781-1824), aide de camp de son beau-père Napoléon (alors général Bonaparte) en Egypte (1798-1799 ; blessé à Saint-Jean-d'Acre ; ramené en France avec lui, octobre 1799) ; chef d'escadron en 1800, colonel en 1802, général de brigade en 1804, prince et archi-chancelier de l'Empire en 1805. Vice-roi d'Italie entre 1805 et 1814. Adopté par Napoléon en 1806, prince de Venise en 1807. Grand-duc de Francfort en 1810 (compensation pour le divorce de sa mère), duc de Leuchtenberg et prince d'Eichstadt en 1817. Il avait épousé en 1807 Augusta de Bavière (1788-1815) dont descendront les ducs de Leuchtenberg (héritier : Nicolas, né en 1933).

Demi-frère :

Le duc de Morny (Auguste Demorny, oct 1811- 10 mars 1865, duc de Morny - 9/07/1862 -, fils de la reine Hortense et du comte de Flahaut -1785-1870 -, lui-même fils de Talleyrand et d' Adèle-Marie Filleul - Mme de Flahaut puis de Souza -), officier de l'armée d'Afrique devenu riche homme d'affaires, il participe au coup d'Etat du 2 décembre (comme ministre de l'Intérieur) ; Président du Corps législatif en 1854. Marié le 7 janvier 1857 à la princesse Sophie Troubetzkoy (1838-1896) dont postérité. Louis-Napoléon n'apprit son existence qu'après la mort de leur mère en 1837.

- Mariage -

Le 22 janvier 1853, Louis-Napoléon épouse Marie-Eugénie de Guzman et Kirkpatrick, comtesse de Teba, marquise de Moya, fille de Cyprien de Guzman et

Porto Carrero (comte de Montijo, comte de Teba, marquis d'Ardalès, duc de Penerenda) et de Marie-Manuelle Kirkpatrick de Closeburn. Elle est née le 5 mars 1826 à Grenade (Espagne) et a presque 27 ans. Elle mourra le 11 juillet 1920 à Séville (Espagne).

- Enfants -



Louis-Eugène Napoléon, né le 16 mars 1856 à Paris (prince français, prince impérial). Exilé à 14 ans en Angleterre, il suivra les cours de l'école de Woolwich (où il est reçu 27e sur 30 en 1872) et en sortira avec le grade de sous-lieutenant d'artillerie en 1874. Volontaire pour l'Afrique du Sud, il quitte l'Angleterre le 27 février 1879 et meurt à Ulundi le 1er juin 1879, tué par les zoulous au cours d'une patrouille de reconnaissance.

- Le personnage - Aspect physique :

Il a une tête trop grosse pour sa petite taille, un buste trop long, des jambes trop courtes, un nez trop fort, un front haut et large. Des yeux clairs, d'un bleu doux au regard tantôt bienveillant, tantôt terne et comme vide, tantôt rêveur et lointain. Il porte barbe et moustache. Son aspect est calme, tranquille, simple et naturel dans l'intimité. Ses propos sont rares et quelque peu embarrassés. Sa voix est sourde, nasillarde avec un léger accent. En privé, Louis-Bonaparte se révèle bienveillant, indulgent, en partie par scepticisme, fidèle à ses amis, bon pour ses serviteurs. Homme public, il "sent" l'opinion ; il aime le peuple, sait ce qu'il faut lui dire et comment il faut dire. Son abord est froid, mais simple et d'une courtoisie raffinée. Il écoute avec un calme imperturbable sans trahir la moindre impatience, sans laisser deviner la moindre réaction. Malgré son corps disgracieux, ses traits irréguliers, son regard souvent absent, sa parole avare aux intonations étrangères, il est doué d'un certain charme, auquel maintes femmes sont sensibles.

1) Un jeunesse en exil (1814-1832)

La fille d'une femme de chambre de la reine Hortense (filleule de celle-ci), Hortense Lacroix (1809-1875), qui devait épouser le peintre Sébastien Corner et qui sera très dévouée à Napoléon III, décrit l'enfant dans ses premières années comme "aimant, caressant et généreux", mais aussi "paresseux d'intelligence à faire perdre la tête". La lectrice de la reine Hortense, Mlle Cochelet, lui trouve un "caractère doux, timide, renfermé, parlant peu".

Le mercredi 30 mars 1814, Hortense quitte Paris, avec ses fils, l'aîné, Napoléon-Louis (né en 1804) qui décédera en 1831, en Italie, lors de l'insurrection des Romagnes, et le futur Napoléon III. Du château de Navarre, près d'Evreux, elle revient bientôt à Paris ; une ordonnance de Louis XVIII du 30 mai lui a donné le titre de duchesse de Saint-Leu. Mais s'étant ralliée à Napoléon après le retour de l'île d'Elbe, le 17 juillet 1815, elle est obligée par le général prussien, commandant en chef des troupes alliées dans Paris, de quitter Paris dans les deux heures et la France dans les deux jours. Réfugiée en Suisse, Hortense achète, au début de 1817, le domaine d'Arenenberg, sur les rives du lac de Constance.

Pour l'éducation de son fils Louis-Napoléon, Hortense a emmené en exil le premier précepteur qu'elle a donné à son fils l'abbé Bertrand, qui se révélera inadapté à sa tâche. Elle le remplace quelques mois par un ancien officier des armées impériales, le capitaine d'artillerie Narcisse Vicillard qui inculque à son élève des goûts militaires. Lui succèdera Philippe Le Bas (1794-1840), le fils d'un ancien conventionnel, député du Pas-de-Calais. Celui-ci décrit son élève qui a 12 ans mais n'est encore qu'en 7e et manque des notions les plus élémentaires comme ayant l'esprit paresseux et distrait, "bon, sensible, aimant, mais léger, dissipé, étourdi". Hortense raconte à son fils les hauts faits de l'Empire.

A Pâques 1821, Louis-Napoléon entre en 6e au "gymnase humanistique" d'Augsbourg, en Bavière, à quelques cent kilomètres d'Arenenberg, en qualité d'externe. Il loge, avec son précepteur, rue Sainte-Croix, dans une petite maison, l'hôtel Waldeck. Ses professeurs le notent comme un élève "plein de qualité de cœur, de bonté, de douceur, de prévenance, mais manquant complètement d'assiduité, dépourvu de tout goût pour l'étude". Il manifeste quelque intérêt pour l'histoire et aussi pour la Physique et la Chimie. Il fait des progrès assez sensibles ; après avoir été 54e sur 84, il est 50e, puis 24e ; il n'ira pas au-delà. Il se perfectionne en allemand, qu'il parlera couramment (tandis qu'en français, il gardera une pointe d'accent tudesque). A partir de 1823, il passera les hivers à Rome avec sa mère. En juillet 1827, Hortense décide de se passer des services de Le Bas. En Italie, Louis-Napoléon parle l'italien aussi bien que l'allemand, plus couramment que le français. Il s'émeut de l'occupation autrichienne et partage les aspirations des Italiens à l'indépendance.

En 1827, étant allé voir son frère Napoléon-Louis à Florence, il s'engage à sa suite dans la société secrète des "Carbonari". Le 1er décembre 1829, il est expulsé et reconduit à la frontière des Etats Pontificaux. En 1830, il entre à l'école militaire suisse de Choune (artillerie et génie).

Au début de février 1831, les Romagnes s'étant soulevés contre l'autorité pontificale, il rejoint avec son frère aîné les insurgés, mais celui-ci meurt de la rougeole à Forli le 1er mars 1831. Hortense qui est accourue parvient à sauver Louis-Napoléon et l'emmène à Paris où ils arrivent le 27 avril, mais Louis-Philippe ne leur permet pas de séjourner dans la capitale. Ils partent le 10 mai pour l'Angleterre. Le 20 août, ils rentrent à Arenenberg.

A cette époque, trois éléments se dégagent de Louis-Napoléon : une admiration constante et croissante pour le personnage et les idées de Napoléon ; une sensibilité vis-à-vis des malheureux ; et une faiblesse pour la société des femmes - à commencer par sa mère à laquelle il est tout dévoué.

2) Le prétendant

a) Les origines de ses prétentions bonapartistes

Le duc de Reichstadt (né en 1811), fils légitime unique de Napoléon Ier, meurt en Autriche au château de Schönbrunn le 22 juillet 1832. D'après le sénatus-consulte du 18 mai 1804, à défaut d'héritier naturel, légitime ou adoptif, la dignité impériale aurait dû revenir à Joseph Bonaparte (frère aîné de l'Empereur) et à ses descendants mâles, mais Joseph qui n'avait que des filles ne fait pas état de ses droits.

Profitant de ce silence, Louis-Napoléon, âgé de 24 ans, se proclame, de sa propre autorité, héritier au trône impérial. Il commence sa propagande, entretient (souvent sans succès) une correspondance suivie



avec les Français libéraux, républicains ou bonapartistes qu'il peut toucher. L'essor de la légende napoléonienne le sert. A Paris, de 1830 à 1835, 20 pièces de théâtre ont retracé en grande pompe les épisodes les plus importants de l'Empire. En 1836, Horace Vernet expose ses tableaux concernant les victoires les plus célèbres de Napoléon ; le républicain Edgar Quinet publie un poème de jeunesse célébrant les hauts faits de Bonaparte en Orient ; Alfred de Musset fait paraître sa Confession d'un Enfant du Siècle, où il montre la jeunesse en proie à la nostalgie des grandes actions napoléoniennes.

b) Le complot de Strasbourg (31 octobre 1836)

S'assurant de quelques appuis au sein de l'armée, celui qui, désormais, fait figure de prétendant, tente, le 31 octobre 1836, de soulever la garnison de Strasbourg : mal préparé, ce coup de force échoue et Louis-Napoléon, arrêté, est exilé aux Etats-Unis par le gouvernement du roi Louis-Philippe. Il pense y rester un an, mais il repart pour l'Europe le 2 juillet 1837, ayant reçu des nouvelles alarmantes de sa mère (atteinte d'un cancer de la matrice). Arrivé à Londres le 10, il ne peut, sous son nom, obtenir un passeport pour se rendre en Suisse. Néanmoins, il arrivera à Arenenberg le 4 août avec le passeport prêté par un ami américain du nom de Robinson, pour assister aux derniers moments d'Hortense, qui meurt le 5 octobre.

Dès le mois de décembre, Louis-Napoléon recommence ses intrigues et ses agitations au point que le gouvernement français demande son expulsion de Suisse. Les autorités du canton de Thurgovie refusent mais Louis-Philippe masse 25 000 hommes, commandés par le général Aymar, sur la frontière franco-suisse.

Louis-Napoléon se résigne alors à quitter Arenenberg le 26 septembre 1838. Il arrive à Londres le 14 octobre 1838. Il poursuit pourtant son rêve : restaurer l'Empire. Il reçoit de nombreux visiteurs de France, et subventionne un journal, le Capitole, qui soutient sa propagande. En 1839, il publie les Idées napoléoniennes, apologie de l'Empereur qu'il présente comme un démocrate.

Au cours des années 1839-1840, il a contracté des dettes de plus en plus pressantes. Le moment de refaire une tentative lui paraît propice : le retour des cendres de Napoléon, décidé par le gouvernement, sert la légende napoléonienne ; l'opinion reproche à Louis-Philippe sa neutralité dans "la Question d'Orient" (la révolte du pacha d'Egypte Méhémet-Ali contre le sultan de Constantinople).

c) Le complot de Boulogne-sur-Mer (6 août 1840)

La tentative aura lieu à Boulogne-sur-Mer, ce qui doit frapper l'imagination populaire (Napoléon y a organisé en 1803 le camp où étaient concentrées les troupes devant débarquer en Angleterre).

Débarqué à Boulogne-sur-Mer avec cinquante conjurés le 6 août 1840, Louis-Napoléon est arrêté quelques heures plus tard, condamné à la réclusion perpétuelle et interné au fort de Ham. Ham (Somme), au sud-est de Péronne est un château fort, construit au XVe siècle d'après les plans du comte de Saint-Pol. Une jeune femme du pays, Eléonore Vergeot (1820-1886), fille d'un gardien, la suit comme femme de chambre. Chargée officiellement de "visiter et de raccommode" le linge du Prince, elle devient sa maîtresse. Elle aura deux enfants de lui : Eugène Bure (25 février 1843 / 14 février 1910) et Alexandre Bure (15 mars 1845 / 11 février 1882).

Après son évasion de Ham, Louis-Napoléon les fait venir en Grande-Bretagne où Miss Howard, sa nouvelle maîtresse, s'en charge (dès leur naissance, les 2 enfants avaient été confiés à Mme Corner, ancienne nourrice des enfants de la reine Hortense). Tard, leur mère les reprendra. Napoléon III, en 1869, leur fait don du domaine d'Orx (propriété de 1200 hectares qu'il a achetée à la veuve du Comte Walewski).

Louis-Napoléon passe son temps à lire et à écrire. Il envoie des articles à de nombreux journaux de province. Il y aborde des problèmes d'histoire, de politique, d'économie. Il s'y présente comme démocrate et républicain. De plus, il rédige une histoire de l'artillerie ainsi qu'un essai dont le titre est resté fameux, l'Extinction du paupérisme, où il se fait l'écho fidèle des préoccupations sociales de son temps.

En 1846, après six ans de captivité, Louis-Napoléon empruntant les vêtements d'un maçon surnommé Badinguet (nom dont l'affubleront ironiquement ses adversaires sous l'Empire), parvient à s'échapper. L'évasion est fixée au 25 mai 1846 ; à 6 heures du matin, il coupe sa barbe, rase sa moustache, se couvre d'une perruque mal peignée, met sur les joues un peu de rouge, noircit ses sourcils. Il se coiffe d'une casquette, glisse ses pieds dans des sabots garnis de paille (pour grandir sa taille), met une pipe à la bouche et une planche sur l'épaule qui dissimule son visage.

Louis-Napoléon débarque le 27 mai en Angleterre, accompagné de Thélin, son valet de chambre. Il se rend à Londres. A la mort du roi Louis, son père, le 26 juillet 1846, Louis-Napoléon hérite d'environ 120 000 F. Au début de 1847, il loue une belle demeure, 3, King Street, à côté de Saint-James Square, dans un quartier aristocratique.

Quelques semaines après son évasion, il a rencontré Elizabeth Anne

Haryett (1823-1865), fille d'un bottier de Brighton. Enlevée à 16 ans par le fils d'un marchand de chevaux, qui l'a fait débiter au théâtre sous le nom de Miss Howard (qu'elle gardera dans l'Histoire), actrice sans talent. Elle devient en 1846 la maîtresse de Louis-Napoléon, dont elle est tombée éperdument amoureuse. En 1848, elle habitera à Paris, et hébergera les 2 garçons que Louis-Napoléon avait eus d'Eléonore Vergeot. Il se séparera d'elle à l'amiable en 1853 (mariage avec Eugénie de Montijo), en l'indemnisant largement et en la titrant duchesse.

3) L'élu du peuple (1848-1851)

a) Le retour en France (1848)

Le 24 février 1848, la monarchie orléaniste s'effondre, la République est proclamée à l'Hôtel de ville de Paris, un gouvernement provisoire est constitué. Louis-Napoléon part secrètement le 25 de Londres ; dans la nuit, il est à Paris ; il va loger chez son ancien précepteur, Vieillard.

Sur la demande pressante de Lamartine, membre du gouvernement provisoire de la République, Louis-Napoléon regagne Londres dès le 2 mars 1848, ce qui le met à l'abri des secousses révolutionnaires parisiennes.

Les anciens complices du prince ont été libérés par la révolution et certains d'entre eux, dont Persigny, forment un comité napoléonien, embryon du futur parti bonapartiste. Louis-Napoléon ne se porte pas candidat aux élections à l'Assemblée constituante du 23 avril. Il sait que le temps travaille pour lui. Malgré tout, il obtient 4 % des inscrits en Charente-Inférieure. D'autre part, trois napoléonides vont être élus : Jérôme Bonaparte, Pierre Bonaparte et Lucien Murat.

Mais le 4 juin, à l'occasion d'élections complémentaires, sans avoir posé sa candidature ni fait campagne, il est élu dans 4 circonscriptions : la Seine, la Corse, la Charente-Inférieure et l'Yonne. Les milieux politiques sont stupéfaits. Néanmoins, la validité de son élection est discutée.

C'est le signal d'une propagande bonapartiste ouverte. Elle vise un public populaire avec des gravures et des lithographies, des médailles ou médaillons, des chansons, des plaquettes biographiques, des journaux et des brochures. Après bien des difficultés, l'élection est validée à la séance de l'Assemblée du 13 juin 1848, même si le prince renonce à siéger le 16. Cette décision lui évite

d'avoir à être impliqué d'une manière ou d'un autre dans les événements de Juin.

Louis-Napoléon tente à nouveau sa chance aux élections partielles des 17 et 18 septembre dans 8 circonscriptions. Cette fois, Louis-Napoléon pose officiellement sa candidature mais ne fait pas campagne et reste à Londres. Il est élu dans 5 départements (Seine, Corse, Charente-Inférieure, Yonne et Moselle). Partout, il arrive largement en tête.

Le prince arrive à Paris le 24 septembre 1848 et s'installe à l'hôtel du Rhin (actuel n°6 de la Place Vendôme). Le 25, il se rend au Palais-Bourbon et déclare opter pour l'Yonne. Le 6 octobre, il opte finalement pour la Seine. Son entrée à la Chambre est peu remarquée. Sans grande prestance, orateur médiocre à l'accent étranger, il n'impressionne guère ses collègues. Il tient d'ailleurs à passer inaperçu, et vote le moins possible afin de ne pas se compromettre. Le 11 octobre, l'Assemblée abroge par décret l'article 6 de la loi du 10 avril 1832 bannissant la famille Bonaparte.



b) Élections à la présidence de la République des 10 et 11 décembre 1848.

D'après la Constitution adoptée le 4 novembre 1848 par l'Assemblée, le président de la République est élu au suffrage universel. L'élection a été fixée aux 10 et 11 décembre 1848.

Candidats :

– Louis-Napoléon Bonaparte (1808-1873) : dès l'ouverture de la campagne électorale, il déclare sa candidature faisant appel à la conciliation des esprits et à la fierté nationale. Il obtient l'appui des

Conservateurs le 3 décembre. Des comités bonapartistes sont constitués dans tous les départements. Louis-Napoléon se pose en protecteur de la religion et de la famille. Il promet l'inviolabilité de la propriété, la diminution des impôts les plus onéreux, la création d'institutions de prévoyance pour les vieux travailleurs, l'allègement de la conscription ; il assure qu'il s'occupera du sort des militaires, officiers, sous-officiers et soldats. Par ailleurs, il rappelle aux Républicains que le premier des Bonaparte était venu pour parfaire, non pour détruire, l'œuvre de la

lère République.

– Eugène Cavaignac (1802-1857) : Républicain modéré, il est député du Lot. Général de Brigade commandant la province d'Oran, polytechnicien. Le 12 mai 1848, il rentre à Paris et le 17 est nommé ministre de la Guerre, puis le 28 juin Président du Conseil et chef au pouvoir exécutif. Au fil du temps, Cavaignac voit son prestige décliner par sa répression sévère lors de l'insurrection des Journées de juin 1848. Il décèdera le 28 octobre 1857 et sera enterré au cimetière Montmartre.

– Alphonse de Lamartine (1790-1869) : Lamartine est surtout connu comme poète. Il a été élu le 5 novembre 1829 à l'Académie Française. Le 9 avril 1833, à l'occasion d'une élection partielle, il est élu député de Bergues (Nord). Elu député de Bergues et de Mâcon en 1837, il choisit Mâcon. Membre du Gouvernement provisoire, il est ministre des Affaires Etrangères. Il est candidat modéré de gauche, étant "candidat sans l'être", selon sa formule.

– Alexandre Auguste Ledru-Rollin (1807-1874) : Avocat, il a gagné la confiance du peuple et des ouvriers même si la majorité des socialistes est contre lui.

– François Vincent Raspail (1794-1878) : Chimiste réputé, il se veut le médecin des pauvres, ce qui lui vaut un grand prestige auprès des masses. Il est un grand opposant à Louis-Philippe.

Résultats proclamés le 22 décembre 18448

* Les résultats sont proclamés le 20 décembre et rectifiés le 22 ; mais dès le 12 décembre, l'élection de Louis-Napoléon ne pouvait plus faire de doutes.

Electeurs votants : 7 449 471 Exprimés : 7 426 252 96,6 %

Abstentions : 25 %

Louis-Napoléon Bonaparte	5 534 520 voix	74,5 %
Eugène Cavaignac	1 448 302 voix	19,5 %
Alexandre-Auguste Ledru-Rollin	371 431 voix	5 %
François-Vincent Raspail	36 964 voix	0,50 %

Alphonse de Lamartine	17 914 voix	0,26 %
Voix perdues sur divers noms	17 121	0,24 %

Entrée en fonctions : le 20 décembre 1848, le Prince-Président entre dans la salle des séances ; il porte un habit noir, la plaque de grand officier de la Légion d'Honneur sur la poitrine et, à la boutonnière, la rosette de représentant du peuple. Il jure solennellement de respecter la Constitution devant Dieu. Avec les honneurs dus à son rang, il est ensuite accompagné à l'Élysée, demeure que l'Assemblée lui a assignée.

Le triomphe du prince-président est toutefois assombri par la victoire des royalistes à l'Assemblée législative en 1849 et par la promulgation de la Constitution de la IIe République, qui limite son mandat à quatre ans.

Le Président de la République

Habile tacticien politique, il réduit à néant l'opposition républicaine puis laisse les conservateurs se décrédibiliser par une politique réactionnaire et impopulaire (expédition de Rome en 1849, loi Falloux et suppression du suffrage universel en 1850), tout en se présentant comme le défenseur de la démocratie et du suffrage universel, et en travaillant à s'attirer le soutien du monde ouvrier.

N'ayant pas réussi à faire modifier la Constitution qui lui aurait permis de se faire réélire en 1852, mais jouissant toujours d'une grande popularité, il décida, avec l'aide de son frère utérin, le duc de Morny, et d'hommes comme Persigny, Mairas et Saint-Arnaud, qui lui étaient redevables, de perpétrer un coup d'Etat le 2 décembre 1851, date anniversaire du sacre de Napoléon Ier et de la victoire d'Austerlitz. Le matin de ce jour, Louis-Napoléon fait afficher une proclamation annonçant la dissolution de l'Assemblée, le rétablissement du suffrage universel et l'organisation prochaine d'un plébiscite sur les nouvelles institutions.

Après l'élection à la présidence de Louis-Napoléon, les bonapartistes ont travaillé au rétablissement de l'Empire. Persigny les dirige, s'appuyant sur les familiers du président : Miss Howard, sa maîtresse (qui fournit une partie des capitaux), sa cousine, la princesse Mathilde (qu'il a failli épouser), qui dirige la maison présidentielle, etc...

Dans la nuit du 1er au 2 décembre 1851, le président fait aussi occuper l'Assemblée Nationale et arrêter 78 personnes, lance 25 000 hommes pour

quadriller les rues de la capitale. Le 3 décembre, les représentants de la gauche républicaine tentent bien de soulever le peuple des faubourgs, mais sans succès. Sur une barricade du faubourg Saint-Antoine, Alphonse Baudin, représentant de l'Ain, se fait tuer et entre dans la légende pour avoir dit aux ouvriers hostiles aux députés, auxquels il reprochait leur indemnité : "Vous allez voir, citoyens, comme on meurt pour 25 francs par jour".

En fait, c'est dans le Centre et les provinces méridionales que la résistance est la plus vive, dans les campagnes et les bourgs, qui ont voté pour les "démocrates-socialistes" en 1849. Entre le 3 et le 9 décembre, on voit des colonnes se former et marcher vers la sous-préfecture voisine. Une résistance inattendue qui confirme la force du courant républicain et entache de sang le nouveau pouvoir. En présentant cette résistance au Coup d'Etat comme une "jacquerie" des pauvres et des riches, en ouvrant son règne par plus de 25 000 emprisonnements, l'homme qui voulait le bonheur du peuple devenait l'otage des "hommes considérables" et se dotait d'un capital de haine inextinguible auprès des républicains. L'impératrice Eugénie avouera plus tard que son époux a toujours traîné le souvenir du 2 décembre comme un boulet au pied de sa grandeur.

4) La restauration de l'Empire - 1852 -

Les 20 et 21 décembre 1851, les Français sont appelés à approuver la proposition suivante : " Le peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour établir une nouvelle constitution sur les bases prononcées par sa proclamation du 2 décembre". On dénombre 7 145 000 "oui" et 592 000 "non", dont 80 000 à Paris. "Plus de sept millions de suffrage viennent de m'absoudre", avouera le 31 décembre celui qui laissait ainsi transpirer sa mauvaise conscience.

Plus de 7 millions de suffrages venaient surtout de donner au régime son principal caractère, une démocratie césarienne où le maître du pouvoir en appellerait, chaque fois qu'il le voudrait, au suffrage universel pour le retourner

contre la classe politique, une dictature populaire associant les "instincts démocratiques de la nation française" et l'établissement d'un pouvoir central fort " universellement désiré par les Français".

Pour l'heure, Louis-Napoléon Bonaparte s'emploie à asseoir définitivement son autorité et à préparer la restauration de l'Empire.



Promulguée le 14 janvier 1852, la nouvelle Constitution lui confie l'essentiel des pouvoirs. Il nomme à tous les emplois publics, commande les forces armées, déclare la guerre et signe les traités. Elu au suffrage universel, le corps législatif est privé de l'initiative des lois et du droit de demander à un ministre de s'expliquer sur sa politique.

Puis, à la suite d'un voyage en province au cours duquel la population lui réserve un bon accueil, le prince-président franchit le pas et se décide à rétablir l'Empire. A Bordeaux, le 9 octobre 1852, il déclare : "Aujourd'hui, la France m'entoure de ses sympathies parce que je ne suis pas de la famille des idéologues. Pour faire le bien du pays, il n'est pas besoin d'appliquer de nouveaux systèmes, mais de donner avant tout confiance dans le présent, sécurité dans l'avenir. Voilà pourquoi la France semble vouloir revenir à l'Empire. Il est néanmoins une crainte à laquelle je dois répondre. Par esprit de défiance, certaines personnes se disent : "l'Empire, c'est la Guerre !". Moi, je dis "l'Empire, c'est la paix". C'est la paix car la France le désire, et lorsque la France est satisfaite, le monde est tranquille. La gloire se lègue bien à titre d'héritage, mais pas la guerre". Et le Prince qui n'est encore que président pour dix ans ajoute : "Moi aussi, comme tous les Bonaparte, j'ambitionne la victoire, mais mes victoires sont les victoires de la paix ; je répandrai la morale, la religion, l'instruction, les chemins de fer, les ports, les transatlantiques (...)".

Les 21 et 22 novembre, 7800 000 "oui" contre seulement 250 000 "non" approuvent le rétablissement de l'Empire, qui est promulgué, date anniversaire oblige, le 2 décembre 1852. Louis-Napoléon prend le titre de Napoléon III, pour respecter le règne très court du fils de Napoléon, proclamé Empereur par une déclaration de son père, le 22 juin 1815. Moins de deux mois après, il épouse Eugénie de Montijo, une jeune fille de la noblesse espagnole qui lui donnera un

filis en 1856. L'impératrice, à laquelle Napoléon III ne fut pas fidèle tout en lui témoignant toujours du respect, eut une influence importante sur les affaires politiques. Très catholique, favorable à une politique conservatrice, elle contribue sans doute à favoriser la pratique autoritaire du pouvoir, qui est celle de l'Empereur jusque dans les années 1860.

Napoléon III aurait souhaité être sacré par le pape. D'août 1852 à mai 1853, des négociations secrètes auront lieu, menées à Rome, en dehors de l'ambassadeur, par le Général de Cotte, aide de camp, et par l'abbé de Ségun, auditeur de la note, qui avait l'oreille de l'Empereur et du pape ; elles échoueront. Le pape aurait voulu obtenir comme monnaie d'échange l'abrogation des articles organiques (ajoutés par Napoléon au concordat de 1801). Il tenait particulièrement à ce que le mariage religieux redevienne obligatoire. En 1856, Napoléon III essaiera d'attirer le Pape à Paris pour le baptême du prince impérial, mais il devra se contenter d'un cardinal légat.

5) Un César autoritaire (1853-1860)

" La liberté n'a jamais aidé à fonder l'édification politique durable, déclare Napoléon III en 1853 devant le Corps législatif, elle la couronne quand le temps l'a consolidée". Tel est bien le projet bonapartiste, stabiliser la société française avant de lui offrir la démocratie. Toutefois, et c'est sa principale faiblesse, le Second Empire sert désespérément le nom d'un homme seul dont le nom, certes, parle à l'imagination de la nation, mais qui n'a aucun "parti" pour l'appuyer. C'est ce qu'explique Guizot dans une lettre de 1852 : "On réprime une émeute avec des soldats, on fait une élection avec des paysans, mais les soldats et les paysans ne suffisent pas pour gouverner, il y faut le concours des classes supérieures qui sont naturellement gouvernantes. Or celles-ci sont pour la plupart hostiles au président". Une remarque désabusée de Persigny, devenu ministre de l'Intérieur, le confirme : "Nous qui n'avons nos amis qu'en bas, nous avons livré le Corps législatif aux classes élevées". Dans cette Assemblée de candidats "officiels", on ne compte en fait qu'un tiers de véritables bonapartistes.



Rude dilemme que celui d'un empereur contraint de respecter les situations acquises et les "intérêts", alors qu'il voudrait réaliser ses "idées".

Nourri d'influences contradictoires, Napoléon III, bien qu'il ait cultivé dans sa jeunesse des aspirations romantiques et un amour sincère de la liberté, est convaincu que la France a besoin, de façon temporaire, d'un régime autoritaire pour réussir son développement économique et social. Le bonapartisme, mélange de paternalisme et d'autorité, s'appuie sur la conviction que tous les corps intermédiaires ne font que déformer la voix du peuple qui, épris d'ordre et de paix, s'exprime de manière beaucoup plus authentique par le biais du plébiscite.

Favorable, dans son principe même, aux notables et aux grands capitalistes, ce qui contribue à son ambiguïté, cette politique est menée en grande partie avec un personnel politique issu de l'opposition dynastique à la monarchie de Juillet. S'appuyant sur les préfets, l'armée et la police pour muscler toute velléité d'opposition, exigeant des fonctionnaires un serment de fidélité, supprimant la liberté de la presse et, de fait, la liberté d'opinion, le régime de Napoléon III accomplit en quelques années une œuvre économique considérable.

a) la prospérité

A l'intérieur, l'Empereur est la garantie de l'ordre et de la stabilité. Le régime, autoritaire, permet au pays de bénéficier d'un essor économique important et d'une certaine prospérité. Le gouvernement organise deux grandes expositions universelles en 1855, au palais de l'Industrie sur les Champs-Élysées et, en 1867, au Champs-de-Mars. Elles font connaître les innovations technologiques (comme, par exemple, les premiers bateaux-mouches !). Le chemin de fer se développe et l'immobilier, en particulier à Paris grâce aux travaux du préfet Haussmann (1809-1891), connaît un regain d'activité. Le baron Haussmann dirige, en effet, les grands travaux qui transformeront Paris, en rasant des quartiers trop vieux, en adaptant Paris au monde moderne (construction de gares...), en embellissant, en fait, la capitale. De plus, des bâtiments de prestige sont édifiés: l'Opéra Garnier, mais aussi des édifices publics, mairies d'arrondissement, hôpitaux, etc... Haussmann, préfet de la Seine, va donner à Paris le caractère d'une ville impériale moderne. Désormais, la capitale est coupée en deux. Les nouveaux quartiers, riches et sûrs, sont à l'ouest tandis que les ouvriers sont à l'Est. La ségrégation sociale devient horizontale. La carte industrielle de la France souligne bientôt un déséquilibre entre le Nord et la région parisienne d'un côté, zone prospère où se créent les richesses, et le Sud plus pauvre. Seuls Marseille et Bordeaux, comme les autres grands ports du pays, profitent de cette course à la modernité. L'industrie, en particulier le textile et la sidérurgie, se renforce et même l'agriculture devient plus productive. Cette petite révolution est rendue possible grâce à un certain nombre de nouveaux outils de la société capitaliste. D'abord, le progrès dans l'élaboration de machines

à vapeur de plus en plus performantes. Ensuite, une mise à plat du système bancaire. La tendance est désormais à l'investissement, l'argent qui dort "dans les bas de laine" étant dévalorisé dans les mentalités. De nombreux établissements bancaires comme le Crédit Lyonnais ou encore le Crédit Mobilier permettent le financement de tous les projets.

Le meilleur exemple de cette révolution économique reste le percement du Canal de Suez par le saint-simonien Ferdinand de Lesseps. La création de grands magasins parisiens est le symbole de cet âge d'or économique et passe à la postérité sous la plume d'Emile Zola dans "Au bonheur des Dames". Ainsi, la haute bourgeoisie financière et industrielle, comme les Péreine, les Rothschild et les Schneider, tient le haut du pavé parisien. En 1860, la signature d'un traité de libre-échange entre la France et le Royaume-Uni marque l'apogée de la politique économique libérale de Napoléon III. Un libéralisme qui va se prolonger en matière politique.

b) La question italienne

"L'Empire, c'est la paix" avait promis Louis-Napoléon à Bordeaux avant de devenir empereur. En fait, l'Empire fut la guerre, une guerre qui finit par le perdre. Héritier d'un nom prestigieux, Bonaparte se veut comptable de la Gloire de la France. Le titre impérial impose, en effet, pour le moins, d'offrir à ses sujets un peu de gloire, car comme l'écrit l'historien Albert Sorel, "par ses origines, Napoléon III était obligé d'éblouir la France".

Sans se lancer dans un programme de conquêtes, Napoléon III estime capital de replacer la France dans l'échiquier international. Même s'il veut rassurer les Français en déclarant : "L'Empire, c'est la paix". Celle-ci prend parfois des détours inattendus. Pour consolider l'entente avec l'Angleterre, il lui propose une alliance contre le tsar, ce qui provoque la guerre de Crimée (1854-1856), afin de protéger l'Empire Ottoman des ambitions méditerranéennes de la Russie, l'un des principaux piliers de l'ordre de Vienne. Extrêmement meurtrière, autant à cause des combats que de l'épidémie de choléra qui décime les troupes françaises, cette guerre de Crimée, qui s'achève sur la prise de Sébastopol en septembre 1855, après un siège qui dure près d'une année et inaugure une nouvelle forme de stratégie défensive, marque le retour de la France dans le concert international. En effet, c'est à Paris, du 25 février au 30 mars 1856, que se réunit le congrès qui constitue pour Napoléon III la revanche du congrès de Vienne.

La question italienne lui est, quant à elle, chère depuis sa jeunesse. Le 14 janvier 1858, Felice Orsini, un révolutionnaire italien, et ses quatre complices lancent trois bombes sur le cortège impérial qui se rendait à l'Opéra. On compte

8 morts et 150 blessés. Le chapeau de l'Empereur a été traversé par un projectile. En tuant Napoléon III, Orsini pensait provoquer en France une révolution qui, comme celle de 1848, gagnerait ensuite l'Italie. La police ne met pas longtemps à découvrir les auteurs de cet attentat. Dans la nuit même, le chef des Conspirateurs, Felice Orsini (1819-1858), et ses complices Pieri, Rudio et Gomez sont arrêtés.

Nommé le 7 février ministre de l'Intérieur et de la Sûreté générale, le général Espinasse envoie aux préfets l'ordre d'arrêter les "hommes les plus dangereux" de leur département et en fait déporter plus de 400 en Algérie.

Paradoxalement, cette réaction autoritaire approuvée par tous les ministres amorce le grand tournant libéral décidé par l'Empereur qui semble, enfin, vouloir devenir lui-même et mettre ses idées en œuvre.

Le 11 juin 1858, l'Empereur demande au général Espinasse sa démission. Le 21 juillet, Napoléon III rencontre à Plombières, dans les Vosges, dans le plus grand secret, Cavour, le Président du Conseil du Royaume du Piémont, et dessine avec lui la carte d'une future Italie unifiée, libérée de la domination étrangère et du pouvoir temporel du pape. Gardant le secret sur le contenu de l'entrevue qu'il avait eue avec Cavour, Napoléon III emploie le reste de l'année 1858 à préparer les souverains européens à l'idée d'une intervention en Italie. Si le Tsar Alexandre II s'engage à garder la neutralité en cas de conflit, Victoria manifeste ouvertement son désaccord en apprenant les intentions de l'Empereur français.

Le 26 janvier 1859, le prince Jérôme (cousin de Napoléon III) signe à Turin avec le roi Victor-Emmanuel le traité prévoyant une alliance militaire entre la France et le Piémont contre l'Autriche.

Sûr de bénéficier de l'appui de la France, le Piémont multiplie les provocations à l'égard de l'Autriche. Le 23 avril, le chancelier autrichien Buol envoie à Victor-Emmanuel un ultimatum le sommant de désarmer dans les trois jours. Devant le refus du roi du Piémont, les troupes autrichiennes franchissent le Tessin. C'est la guerre et, en vertu des clauses du Traité de Turin, la France se doit d'apporter son aide à son allié le Piémont.

Le 24 avril, les régiments de Paris gagnent sous les vivats de la foule la gare de Lyon, où ils vont s'embarquer pour l'Italie. Le 3 mai, le gouvernement français déclare la guerre à l'Autriche et, le 10 mai, après avoir laissé la régence à l'Impératrice, Napoléon III lui-même quitte Paris pour prendre le commandement de l'armée envoyée en Italie. Les acclamations du peuple parisien massé sur le parcours de son cortège le rassurent sur l'accueil que la France va réserver à sa campagne d'Italie. Celle-ci s'achève par les sanglantes

victoires impériales de Magenta et de Solferino (4 et 24 juin 1859). C'est pour en soigner les blessés que le Suisse Henri Durant crée la Croix-Rouge. Le 12 juillet, un armistice avec l'Autriche est signé à Villafranca. De plus, un second Traité de Turin est signé, prévoyant le rattachement de la Savoie et du comté de Nice à la France, le 24 mars 1860.

Mais les intérêts contraires des libéraux et des catholiques obligent bientôt Napoléon III à se retirer d'Italie, ce qui mécontente les deux partis. Les Etats pontificaux manifestent alors des velléités d'indépendance qui rencontrent l'ambition unitaire piémontaise. Or, en France, les catholiques ultramontains sont très attachés au maintien de la puissance temporelle du pape. La question romaine va ainsi empoisonner la vie politique française. Le ministre Rouher déclare à la Chambre en 1867 : "l'Italie ne s'emparera pas de Rome. (...) Jamais la France ne supportera cette violence à son honneur et à sa catholicité". Les troupes du général Oudinot envoyées pour défendre le pape se heurtent aux Chemises Rouges de Garibaldi. Napoléon III perd le soutien des catholiques et des modérés par son échec à gérer la situation. Les soutiens politiques du Second Empire proviennent en effet d'horizons divers ce qui semble fragiliser l'assise du régime. L'Empereur lui-même disait : "Je suis socialiste, l'impératrice est légitimiste, le Prince Napoléon est Républicain ; il n'y a que Persigny (le ministre de l'Intérieur) qui soit bonapartiste, et il est fou !".

6) Vers l'Empire libéral (1860-1868)

Dès 1859, Napoléon III estime que le régime autoritaire est en désaccord avec la modernité qui gagne le pays. Il accorde une amnistie pleine et entière aux proscrits du 25 décembre, amnistie que refusent Victor Hugo et Louis Blanc. Il autorise ainsi au Sénat et au Parlement un droit de réponse aux discours du trône. Huit ans après le coup d'Etat, l'Empereur reconnaît, de façon timide certes, le droit de critiquer sa politique.

Ce premier geste annonce une évolution vers l'Empire parlementaire. Pour la première fois, une opposition fait son entrée au Parlement avec Jules Favre et Emile Ollivier. Les députés de l'Union libérale ne sont guère virulents mais obtiennent néanmoins la reconnaissance du droit d'amendement et la publication du compte-rendu des séances au Journal Officiel. Les élections législatives du



31 mai 1863 permettent l'entrée au Parlement de 32 députés d'opposition. Il s'agit cette fois-ci de royalistes et de républicains. Immédiatement, ceux-ci réclament plus de libertés individuelles, en particulier pour la presse. Thiers, opposant républicain virulent du régime, prononce alors, le 11 janvier 1864, les cinq "libertés nécessaires" que le pays demande "avec déférence" mais qu'un jour peut-être, "il exigera". Le ministre de l'Instruction, Victor Duruy, rend l'enseignement primaire obligatoire en 1863, et en 1867, une loi crée 10 000 écoles. Napoléon III préfère consacrer sa réforme au monde ouvrier. Il sait que,

du fait de la révolution industrielle, cette catégorie sociale ne va pas tarder à être politiquement incontournable. Rallier la classe ouvrière à sa cause, c'est ainsi assurer sa pérennité. Le 25 mai 1864, les ouvriers obtiennent le droit de grève. Si le projet de loi présenté par Emile Ollivier revient sur les articles 414, 415 et 416 du Code pénal, il ne reconnaît pas le droit d'association et donc la formation de syndicats. Mais les plans de Napoléon III sont contrariés depuis Londres où, se fondant sur les idées de Karl Marx, la première Internationale est créée, entraînant dans son sillage de nombreux ouvriers.

La guerre du Mexique (1862-1867)

Autre échec, la politique extérieure de l'Empire. Dans les projets chimériques de Napoléon III, l'Amérique occupe depuis longtemps une place à part. Depuis la proclamation de la République au Mexique en 1824, le pays est déchiré par des guerres civiles sans cesse renouvelées qui opposent les conservateurs catholiques aux libéraux. Ces derniers, vainqueurs en 1858, amènent au pouvoir le Président Benito Juárez, dont la politique délibérément anticléricale mécontente les catholiques français établis au Mexique. L'affaire s'aggrave lorsque, incapable de redresser une situation financière catastrophique, Juárez décide en 1861 de ne plus reconnaître les dettes extérieures de son pays.

Napoléon III voit dans une intervention au Mexique la possibilité de satisfaire les catholiques français et de faire passer au second plan l'affaire romaine. L'impératrice Eugénie elle-même, influencée par un jeune mexicain émigré, Hidalgo, qu'elle avait connu à Madrid, rêve d'installer au Mexique une monarchie catholique qui se dresserait face aux Etats-Unis protestants.

Les circonstances sont particulièrement favorables pour une intervention au Mexique. La guerre de Sécession empêche les Etats-Unis de s'opposer à une action des Européens en Amérique centrale. Aussi Napoléon III n'a-t-il pas trop de peine, à l'automne 1861, à convaincre l'Angleterre, l'Espagne, également intéressées par le recouvrement des dettes mexicaines, de se joindre à la France pour débarquer au Mexique. Les continents alliés, arrivés à Veracruz à la fin de l'année 1861, en trouvent pas chez les opposants au régime de Juárez l'appui sur lequel ils comptent. Peu disposés à se lancer dans une expédition incertaine dans un pays mal connu, les Espagnols ne tardent pas à signer en février 1862 les accords de la Soledad avec les autorités mexicaines et rembarquent pour l'Europe, ainsi que les Anglais, en avril.

Quant à Napoléon III, au lieu de s'aligner sur les décisions de ses alliés, il maintient le corps expéditionnaire français au Mexique et le renforce par de nouvelles troupes. Persuadé par l'impératrice et par ses conseillers qu'il va réaliser "la plus grande percée du règne", l'Empereur s'obstine à poursuivre une expédition qui renforcerait, croyait-il, les intérêts de la France en Amérique. Pour régner sur le grand empire latin qu'il rêve d'établir au Mexique, il a déjà un candidat, l'archiduc Maximilien de Habsbourg, frère de l'Empereur François-Joseph. Cette candidature présente l'avantage de resserrer les liens entre l'Autriche et la France, et Napoléon III estime qu'il lui serait facile, une fois qu'il aurait fait de Maximilien l'Empereur du Mexique, de demander à l'Autriche de céder la Vénétie au royaume d'Italie.

Après de longs combats et une résistance rigoureuse, les Français entrent dans Mexico, qui capitule sans combat, le 10 juin 1863. En avril 1864, l'archiduc Maximilien accepte de devenir empereur du Mexique, pressé par son épouse, la princesse Charlotte, fille du roi des Belges, Léopold Ier, beaucoup plus ambitieuse que lui.

Néanmoins, inquiet devant le risque d'entrée des Etats-Unis dans le conflit mexicain, Napoléon III décide de rapatrier les troupes françaises à partir de février 1867. Abandonné de tous, Maximilien est fait prisonnier par les juaristes. Le 19 juin, dans la petite ville de Querétano, une salve met fin à la vie de cet archiduc autrichien venu se perdre dans une aventure qui le dépassait. La nouvelle de sa mort parvient à Paris au cours d'une fête donnée en l'honneur des souverains européens rassemblés pour l'Exposition universelle. Le prestige de Napoléon III sort amoindri de l'expédition mexicaine, dont le passif est écrasant pour la France.

En France, Adolphe Thiers est alors le plus virulent des opposants. Pour calmer les ardeurs de l'opposition, Napoléon III propose en 1868 un nouveau train de réformes, en particulier concernant la liberté de la presse et d'association.

Ce geste cristallise sur l'Empereur les critiques de sa droite et de sa gauche. Dans son camp, on dénonce sa faiblesse. En face, on profite de ces nouvelles libertés pour attaquer sa politique. Les élections de juin 1869 sanctionnent cet état de fait. Les partisans de Napoléon III, s'ils sont toujours majoritaires, ne comptent désormais plus qu'un million de voix d'avance sur l'opposition.

A Belleville, le programme radical défendu par un jeune avocat, Léon Gambetta, obtient ainsi un vif succès. Napoléon III sait la fin de l'Empire proche. Il nomme Emile Ollivier à la tête du gouvernement et lui demande d'entreprendre une politique de réformes touchant directement aux pouvoirs de l'Empereur, comme la liberté de constituer son cabinet et la transformation du Sénat en véritable assemblée parlementaire.

Le but de Napoléon III est simple : obtenir ainsi un plébiscite populaire consolidant sa légitimité face à une opposition grondante. Le 8 mai, l'Empereur obtient cette satisfaction. La deuxième étape de sa reconquête vers le pouvoir passe par l'Union des Français mais aussi par la guerre contre la Prusse qui paraît de plus en plus menaçante.



7) Sedan (1870)

Le 19 juillet 1870, la France déclare la guerre à la Prusse de Bismarck. Depuis quelques années, la situation entre les deux pays s'était dégradée. Etrangement, Bismarck et Napoléon III pensent qu'une guerre serait une bonne opération politique. Bismarck estime que la lutte contre les Français consolidera l'unité allemande, tandis que l'Empire pense ralentir le déclin. Une suite d'incidents diplomatiques bénins est à l'origine de la déclaration de guerre. La

question de la succession au trône d'Espagne offre à Bismarck l'occasion d'humilier la France par le biais de la dépêche d'Ems. Les troupes françaises possèdent un fusil de qualité, le Chassepot, mais l'échec de la réforme militaire de 1867 n'a pas permis une réorganisation de l'armée qui ne peut contenir les troupes de Bismarck. Les défaites s'accumulent.

Mais le tournant de la guerre de 1870 a lieu à Sedan, le 1er septembre. A la tête de 100 000 hommes, l'Empereur est encerclé par von Moltke. Le lendemain, l'Empereur se rend sans condition. Le 4 septembre 1870, Gambetta annonce la déchéance de Napoléon III.

8) Après la chute de l'Empire (1870-1873)



a) Exil

Le 28
février
1871,

l'Assemblée nationale de Bordeaux a proclamé officiellement la déchéance de Napoléon III et celle de sa dynastie. Le 19 mars 1871, il est libéré du château de Wilhelmshöhe, près de Cassel, en Prusse, où il est en captivité depuis le 5 septembre 1870. Il va rejoindre au

Camden Palace, à Chislehurst (Angleterre, comté de Kent, à une vingtaine de kilomètres au Sud-Est de Londres), l'Impératrice et le prince impérial, qui y sont réfugiés depuis septembre.

En décembre 1872, Eugène Loudun - Eugène Balleyguier (1818-1898), journaliste au Figaro, qui prend le pseudonyme de Fidus pour signer des brochures bonapartistes - met au point, pour le printemps 1873, un coup d'Etat militaire à Lyon, où le général Bourbaki est gouverneur. Napoléon III doit revenir en France, par Annecy, où la population lui est dévouée. Puis l'armée de Lyon se



b) Funérailles

Elles ont lieu le 15 janvier 1873, à 11 heures du matin. Le deuil est conduit par le prince impérial ; derrière lui, tous les membres de la famille impériale, les dignitaires de l'Empire, 2 maréchaux (Leboeuf, Baraguay d'Hilliers), un amiral, 27 anciens ministres, 15 généraux, 6 vice-amiraux, ou contre-amiraux, 8 ambassadeurs, 35 anciens préfets de l'Empire, 90 membres du Sénat, du corps législatif, du Conseil d'Etat, de la diplomatie, 8 000 à 10 000 français de toutes conditions...

B enjamin H U S ...

A M ouvaux, le samedi 27 décembre
2003, à 0 h 00

SOURCES :

" *Quid des présidents de la République... et des candidats*"

" *Histoire de France : des origines à l'an 2000*", éditions Tallandier

" *Histoire de France : encyclopédie des Jeunes*", éditions Larousse